

Fin de la commission scolaire de l'enseignement privé protestant (EPP), hier Vers l'évaluation des différentes composantes



Photo de famille marquant la clôture du séminaire.

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

C'est entre autres la principale recommandation des dernières assises de la commission scolaire 2019-2020 de l'enseignement privé protestant (EPP) qui ont pris fin hier à Baraka Mission.

OUVERTES jeudi dernier, Les assises de la commis-

sion scolaire 2019-2020 de l'enseignement privé protestant ont pris fin hier à Baraka-Mission. Comme à l'ouverture, c'est le premier responsable de l'Église évangélique du Gabon, Révérend Augustin Bouengoune qui a présidé la cérémonie de clôture.

Après deux jours de réflexion sur les maux qui minent le secteur éducatif protestant, notamment l'évaluation systématique des services, des directions, des unités scolaires

et bien entendu des personnels, comme outil de pilotage de l'EPP. Objectif: régler les dysfonctionnements liés au non-respect du calendrier d'envoi des documents, la fiabilité des informations etc. S'agissant du fonctionnement de l'École normale protestante des instituteurs (ENPI), les panélistes préconisent la synergie entre l'ENPI et les autres secteurs scolaires etc. Outre les aspects fonctionnels des entités scolaires, cette rencontre a également

permis d'examiner les projets en cours au sein de l'enseignement privé protestant dont l'ouverture d'une université protestante pour remédier au contexte social actuel, (effectifs pléthoriques, culture de bizutage, grèves intempestives...). Aussi, les commissaires suggèrent-ils à l'Église évangélique d'apporter sa contribution dans le renouvellement qualitatif de l'élite gabonaise par la création d'une université protestante.

Satisfait du véritable travail accompli par les participants, le pasteur président de l'Eglise évangélique du Gabon a profité de l'occasion pour rappeler aux uns et aux autres l'importance du passage à l'acte "C'est bien de faire des recommandations, mais c'est mieux de les énoncer et surtout de les appliquer", a lâché Augustin Bouengoune. Une exhortation qui a amené le directeur de l'enseignement privé protestant, Faustin Mvone Mba à

booster ses troupes. "Pour ma part, je renouvelle l'intention de composer avec tous et chacun d'entre vous, dans le challenge de remettre notre ordre d'enseignement debout et reprendre la place de leader qu'il a longtemps occupé dans le système éducatif gabonais". Ce dernier de rajouter "(...) que chacun joue sa partition, complétons-nous et non nous empiéter; mutualisons nos intelligences sans nous chevaucher", a-t-il déclaré.

Santé/Vaccin antipaludique

Le Kenya, 3e pays à tester à grande échelle

AFP
Nairobi/Kenya

APRÈS le Malawi et le Ghana en avril, le Kenya a lancé, hier, un test grandeur nature du vaccin expérimental le plus avancé contre cette maladie qui tue chaque année plusieurs centaines de milliers de personnes dans le monde, principalement des enfants africains. Aboutissement de plus de 30 ans de travaux, la campagne lancée dans ces trois pays vise à confirmer l'efficacité du vaccin sur des enfants âgés de moins de 2 ans, les plus vulnérables à la malaria. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui coordonne ces pro-

grammes, espère vacciner 120 000 enfants dans chacun de ces pays d'ici à 2020. Le lancement de cette campagne de vaccination kényane a eu lieu vendredi dans un centre de santé du comté de Homa Bay, dans la région du lac Victoria, une des plus touchées au monde par le paludisme, également appelé malaria. Les vaccinations auront également lieu dans sept autres comtés de l'ouest du Kenya.

"Nous lançons ce vaccin dans des parties du pays où le fardeau de la malaria est le plus élevé", a déclaré la ministre kényane de la Santé, Sicily Kariuki, citée dans un communiqué rappelant que le paludisme a tué plus de 10 000 personnes

en 2016 au Kenya. "Au fil des ans, nous avons introduit plusieurs mesures de contrôle et ce vaccin représente un outil supplémentaire qui va renforcer les efforts du Kenya en vue de réduire les infections et les morts dues à la malaria chez les enfants", a-t-elle ajouté.

Baptisé "Mosquirix" ou RTS,S, le vaccin a été développé par le géant pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline et l'ONG Path, et financé par l'Alliance du vaccin (Gavi), le Fonds mondial de lutte contre le sida et le paludisme et l'Unicef.

- Efficacité relative -

Le paludisme, maladie transmise par les moustiques et caractérisée par des épisodes cycliques de fièvre plus ou moins

graves pouvant notamment être accompagnés de diarrhées, a tué 435 000 personnes dans le monde en 2017, dont 93 % en Afrique, suivie par l'Inde (4 %). Les enfants âgés de moins de 5 ans représentent plus des deux tiers de ces décès. "En protégeant les enfants, on peut donc avoir un impact important dans la prévention de la malaria", a déclaré à l'AFP Richard Mihigo, coordinateur de programmes d'immunisation et vaccination pour l'OMS, basé à Brazzaville, en amont du lancement.

Le Mosquirix, qui avait reçu en juillet 2015 un avis positif de l'Agence européenne du médicament (EMA), agit contre le plasmodium falcipar-

um, la variante la plus mortelle et la plus courante du parasite responsable du paludisme. Lors des essais préliminaires menés de 2009 à 2015, il a permis de réduire de 39 % le nombre d'épisodes paludiques chez les enfants de 17 mois à 5 ans. Son efficacité n'est donc que relative, mais chercheurs et autorités sanitaires notent d'une part qu'au vu du nombre de victimes, le nombre de personnes sauvées sera significatif, et d'autre part que le vaccin doit être associé à d'autres moyens de prévention tels que les moustiquaires imprégnées de répulsif.

Le programme a notamment pour but de tester le vaccin "dans des conditions réelles avant que la

moins décision (politique, nldr) ne soit prise pour étendre l'usage de ce vaccin", a souligné M. Mihigo. Il s'agira par ailleurs d'évaluer certains obstacles logistiques et de sensibiliser les parents au cycle de vaccination antipaludique, qui implique quatre injections et ne correspond pas au cycle traditionnel de vaccination des enfants (DTP, rougeole, etc.).

L'objectif de l'OMS est de réduire le nombre de personnes tuées par la malaria de 90 % en 2030 par rapport aux quelque 430 000 enregistrées en 2015. D'autres vaccins contre le paludisme sont en cours de développement.